lantes que les bons catholiques se les assurent au prix des plus grands sacrifices. Ces notions sont celles que vous goûtez, Nos Très Chers Frères. Ce sont celles que vous transmettez et que vous voulez transmettre à vos enfants. Qu'après cela, les mécréants, les impies et eux qui ne nous connaissent pas nous insultent, s'ils le veulent, cela importe peu ; ce qui importe, c'est l'accomplissement de votre devoir, c'est la formation religieuse de l'intelligence, du cœur, de tout l'être dans vos enfants.

Mais l'État ne peut pas enseigner la religion ! Vaine excuse, ici du moins, puisque de fait, et Nous l'avons démontré, l'État s'est chargé d'enseigner et de faire enseigner le protestantisme, puisque l'État vient de rédiger des formules de prières et des exercices religieux qu'il impose. Nous ne demandons pas à l'État de se charger de l'enseignement religieux de nos enfants ; Nous le prions même de s'en abstenir ; ce que vous demandez et que Nous demandons avec vous, c'est qu'il ne mette pas d'entraves à cet enseignement et surtout ne le prohibe pas dans les écoles. L'État doit respecter le domaine qu'ont les parents sur ceux que le Ciel leur a confiés, et les laisser s'acquitter des devoirs qu'il leur a imposés. Puis, pour le chrétien, qu'est-ce que c'est que l'État, si ce n'est un pouvoir qui vient de Dieu, et qui, par conséquent, doit s'exercer pour lui : car « *Il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu ; et celles qui sont, ont été établies de Dieu ;* » et cette puissance est donnée pour protéger la société et ses membres, et leur permettre l'accomplissement des obligations qui s'imposent aux souverains comme à leurs sujets, aux gouvernants comme aux gouvernés : « *Et maintenant, O Rois, comprenez, instruisez-vous, vous qui jugez la terre.* » Jésus-Christ a apporté la liberté au monde : « *Il a reçu les nations en héritage, après les avoir affranchies de la captivité du péché.* » Il nous fait jouir de la liberté des enfants de Dieu et aucune puissance humaine n'a le droit d'entraver cette liberté. L'État c'est le Souverain, bon ou méchant, juste ou pervers. C'est César, c'est Néron, c'est Constantin, c'est cette longue nomenclature d'hommes, illustres par leurs vertus ou abhorrés pour leurs vices, qui ont ceint la couronne impériale. L'État, c'est la royauté subissant les alternatives de grandeur ou de décadence que le génie ou la perversité humaine ont imprimées aux mains de ceux qui ont porté le sceptre. L'État, ce sont les institutions constitutionnelles et démocratiques conduisant les peuples à la grandeur, ou les rendant participants des fautes de ceux qui les gouvernent. L'État, c'est le pouvoir public, établi et reconnu, s'exerçant par un ou plusieurs. A cette autorité du pouvoir public, quels que soient ceux qui l'exercent, nous devons être soumis, puisque l'Apôtre nous dit : »